

## TRAVAILLEURS D'ICI OU D'AILLEURS, UN MÊME COMBAT CONTRE LE PATRONAT !

Jeudi dernier, le RN a pour la première fois remporté un vote à l'Assemblée nationale : une motion appelant à « dénoncer » l'accord migratoire franco-algérien de 1968. Il a été un moment supplémentaire pour le RN de décharger sa bile raciste et de faire sa petite cuisine en décrochant des votes de la droite.

### DE QUOI TRAITE CET ACCORD ?

Depuis 1968, l'accord en question a été modifié par l'État français à trois reprises. Quelques dispositions avantagent un peu les Algériens par rapport aux autres immigrés, comme la réduction de six mois du délai pour demander le regroupement familial. Mais les autres les handicapent : la régularisation par le travail ou pour motif humanitaire ne s'appliquent pas à eux ; les étudiants diplômés en France peuvent plus difficilement rester pour travailler.

### BEAUCOUP DE BRUIT RACISTE...

Depuis que les mobilisations « Bloquons tout » et les grèves de septembre n'occupent plus les médias, la boue raciste ressurgit. Ils montent en épingle le moindre fait divers dans lequel des étrangers sont mêlés. S'agit-il de faire diversion ? En partie oui : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, bloquent les salaires, ou cassent les services publics, mais les capitalistes et le gouvernement. Cette démagogie vise également à nous affaiblir. En créant un climat de défiance entre nous, le racisme veut nous empêcher de faire bloc face à nos employeurs, de défendre nos conditions de vie.

Le RN n'en a d'ailleurs pas le monopole. La droite et le gouvernement mènent depuis deux ans une vraie campagne contre les Algériens. Ils dénoncent hypocritement la dictature des généraux, alors que l'État français s'est bien gardé d'aider le peuple algérien à s'en débarrasser lors du mouvement de révolte du « Hirak », et

visent en fait tous ceux qui parmi nous, en France, ont des racines de l'autre côté de la Méditerranée.

### ... POUR COUVRIR LE BULLDOZER DES ATTAQUES ANTISOCIALES

En retour, le RN rivalise avec Lecornu sur les manières de nous faire les poches. Le 23 octobre, il présentait devant un parterre de patrons son « contre-budget ». Loin de combattre les coupes budgétaires, il veut raboter 36 milliards d'euros de plus. Ses cibles sont les pauvres, les étrangers et la protection de l'environnement. Mais se passer d'autant d'argent public retombera fatalement sur toute la population laborieuse. Surtout qu'à l'inverse, il refuse de toucher aux 270 milliards d'aides aux capitalistes. Ses députés multiplient les votes contre tout ce qui va un tant soit peu dans ce sens !

Seulement, rien ne fonctionne sans nous dans cette société. C'est d'ailleurs par le mot d'ordre « Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! » que la Marche des solidarités va mobiliser le 18 décembre prochain pour la journée de solidarité internationale des migrants. Derrière ce slogan, il y a toute la réalité des travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploités, opprimés dans les ateliers, les métiers de service et les chantiers que le patronat presse jusqu'à la mort parfois, mais qu'il utilise aussi pour mettre la pression sur l'emploi et les salaires sur l'ensemble du monde du travail.

C'est cette logique qu'il faut briser en nous joignant massivement à la mobilisation du 18 décembre, comme vont déjà le faire les travailleurs et travailleuses du social en appelant à la grève. Si nous faisons bloc, les patrons, les riches et le gouvernement à leur service ne pourront rien nous imposer. N'en déplaise à ceux qui, à gauche, prétendaient qu'avec la fin du 49.3, ils pourraient nous défendre à l'Assemblée — avec le résultat qu'on voit —, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de prendre nos affaires en main. En commençant par nous unir, quelles que soient nos différences.

## MAUVAIS DEAL

La vente n'a pas été conclue à Hérouville. Le « potentiel repreneur » et Cenexi n'ont pas réussi à s'accorder sur un prix. Pas facile de vendre un site sans s'arnaquer entre capitalistes !

## SURVEILLANCE

La direction prévoit d'installer des nouvelles caméras sur le site pour « lutter contre les actes de malveillance ». À quand l'installation de caméras dans la salle du conseil d'administration de Cenexi, pour faire toute la lumière sur les actes de malveillance que la direction prépare contre nous ? Et pour savoir tout ce que devient cet argent qui rentre à Cenexi mais ne ressort jamais sur nos fiches de paie ? Il y a fort à parier que les sommes en jeu sont autrement plus importantes !

## SANOFI MAISONS-ALFORT TOUJOURS EN LUTTE !

Depuis juillet, nos collègues de Sanofi sont toujours aussi mobilisés contre la vente de leur site de Maisons-Alfort. Après tous l'argent qu'ils ont fait gagner à Sanofi, voilà que la boîte veut se débarasser d'eux !

Par la grève et le ralentissement de la production, l'objectif est de ne plus sortir aucune seringue. Dernièrement, en voyant tout l'argent qu'elle perdait, la boîte a organisé une réunion pour essayer de les amadouer, pour qu'ils reprennent la production. Un coup dans le vide, et le signe qu'il faut continuer. Ne lâchons rien !

## VINGT ANS APRÈS LA MORT DE ZYED ET BOUNA

Ces deux adolescents de 15 et 17 ans avaient été électrocutés dans un transformateur électrique EDF où ils avaient voulu se réfugier pour échapper à la police, paniqués, après une course poursuite alors qu'ils n'avaient rien à se reprocher. Les autorités avaient d'abord nié la réalité de la course-poursuite en inventant de toute pièce une tentative de cambriolage sur un chantier. Leur mort et l'attitude des autorités entraînèrent une série d'émeutes qui se propagèrent de Clichy-sous-Bois à l'ensemble du pays durant trois semaines, conduisant à la déclaration de l'état d'urgence. Aucun policier ne fut poursuivi pour ce drame. Depuis lors, les jeunes des quartiers populaires continuent d'être pourchassés par les forces de l'ordre, ce qui donne lieu régulièrement à d'autres meurtres. La seule chose qui a changé est qu'aujourd'hui la police est en possession... de beaucoup plus d'armes létales qu'il y a vingt ans.

## UN CAILLOU DANS LA CHAUSSURE

Les chefs multiplient les réunions sur le port des EPI, et notamment des chaussures de sécurité. Or, quand on se plaint que le modèle choisi provoque des douleurs aux pieds, on nous répond que Cenexi ne peut pas faire du cas par cas et que la règle, c'est la règle ! Imaginez si des gradés, lorsqu'ils daignent se pointer en production, portaient tranquillement des baskets, car... Les chaussures de sécurité font mal aux pieds ! Et si pour avoir nous aussi du cas par cas, on tentait de lever le pied ?

## POLITESSE PAR INTÉRIM

Des collègues ont remarqué que, selon qu'on est embauché ou intérimaire, les chefs ne nous parlent pas de la même manière. Non pas qu'ils traitent les embauchés avec beaucoup de respect. Mais, indépendamment du statut, on n'est pas des larbins. Ils feraient bien de s'en rappeler !

## STELLANTIS POISSY FERME

Le PDG a fini par annoncer officiellement que l'usine de Poissy ne fabriquerait plus de voitures, en dépit d'une augmentation de 13 % du chiffre d'affaires de Stellantis au troisième trimestre 2025. Déjà plus d'un an et demi que les syndicalistes préviennent que le site est préparé à devenir un stade du PSG, tandis que le PDG refuse de confirmer la nouvelle. Derrière l'argent touché par les actionnaires, c'est 2 000 salariés et des milliers d'emplois de sous-traitants et d'équipementiers qui sont menacés. Dans tous les secteurs, les ouvriers subissent la même offensive patronale. À Cenexi où le PDG joue la même stratégie du silence qu'à Poissy, nous avons les mêmes intérêts, et nous leur apportons tout notre soutien.

## MAROC : APRÈS LES MANIFESTATIONS, LA RÉPRESSION

Après les importantes manifestations de la jeunesse marocaine organisées par le collectif GenZ 212 contre la corruption, le sous-développement et la décrépitude des services publics de l'éducation et de la santé, la justice royale se venge. Elle a décidé de poursuivre près de 2 500 personnes, dont certaines pour « rébellion en réunion », « outrage et violence envers des forces de l'ordre » ou encore « incitation à commettre des crimes et participation à des rassemblements armés ». Parmi elles, 61 ont déjà écopé de peines allant d'un à quinze ans de prison ferme. Solidarité avec la jeunesse marocaine et tous les condamnés et emprisonnés !